

Accord de branche

ÉDITION PHONOGRAPHIQUE

(Accord du 15 avril 2006 relatif à la formation professionnelle)

(Etendu par arrêté du 9 février 2007)

AVENANT DU 28 AVRIL 2008

RELATIF AUX PRIORITÉS DANS LE CADRE DU DIF

NOR : ASET0851007M

Le nouvel article 6.5 modifie la liste des priorités dans le cadre du DIF :

« 6.5. Priorités dans le cadre du DIF

Chaque année, au plus tard le 30 juin, la CPNEF-EP examine et, le cas échéant, révisé par avenant au présent accord la liste des priorités dans le cadre du droit individuel à la formation.

Dès à présent, les parties signataires reconnaissent comme prioritaires les actions de formation concernant les métiers liés :

- à l’informatique et aux nouvelles technologies liées au développement informatique, notamment PAO, DAO, Web, numérisation multimédia ;
- à la bureautique ;
- au marketing et au commercial ;
- à la gestion : comptabilité, finance, droit de la propriété littéraire et artistique ;
- aux langues ;
- au développement des compétences personnelles, notamment communication orale et écrite, gestion du temps, PNL, techniques de management ;
- à la découverte des métiers de l’édition phonographique : artistique, promotion et new médias.

Ces actions de formation prioritaires sont déterminées en tenant compte des axes de développement définis par les signataires du présent accord, à l’appui des travaux réalisés par l’observatoire prospectif des métiers et des qualifications institué selon les modalités définies à l’article 13 du titre IV du présent accord.

Ces actions de formation, considérées comme prioritaires au titre du DIF par les partenaires de la branche professionnelle, relèvent d'un financement sur le pourcentage applicable aux entreprises au titre de la mutualisation des fonds (cf. art. 14 et 15 du titre V du présent accord).

Chaque entreprise ou établissement peut définir ses propres priorités pour les actions de formation susceptibles d'être mises en œuvre dans le cadre du DIF, si elles sont financées sur la partie de la participation de l'employeur consacrée au financement du plan de formation de l'entreprise.

Chaque année, les institutions représentatives du personnel concernées sont informées et/ou consultées sur la mise en œuvre du DIF. »

Le présent avenant fait l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 28 avril 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) ;

Union des producteurs phonographiques français indépendants (UPFI).

Syndicats de salariés :

Fédération communication, conseil et culture (F3C) CFDT ;

Fédération culture, communication et spectacle (FCCS) CFE-CGC ;

Fédération Média 2000 CFE-CGC ;

Fédération de la métallurgie CFE-CGC ;

Fédération de la communication CFTC ;

Fédération des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication (FILPAC) CGT ;

Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle (FNSAC) CGT ;

Fédération employés et cadres (FEC) FO.